



# GAZA, UN GÉNOCIDE SOUS NOS YEUX

Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député israélien suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les maigres réserves alimentaires de Gaza.

## Partir ou mourir

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km<sup>2</sup> sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

## Face à l'apologie de génocide, la complicité des grandes puissances

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour la reconstruire et en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité du moment a été de récolter 3 500 milliards de dollars de contrats pour les entreprises américaines et de nombreux cadeaux personnels.

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaires de Grenoble en scannant le QR code :



Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénonce dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

## Continuons à manifester contre le massacre en cours à Gaza !

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tués à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine extermine les survivants, il faut continuer à manifester pour dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés.

L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations. La solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier est la seule force internationale de soutien aux Palestiniens pour exiger l'arrêt des massacres et affirmer leur droit à la vie, sur la terre qui est la leur.

## Samedi 24 Mai : Marche des Fiertés, Stand du NPA-R au Jardin de ville dès 13h et cortège dans la manifestation à 15h !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

# LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

## Temps d'attente aux urgences : les chiffres continuent d'augmenter

Le Ministère vient de publier son étude sur le temps d'attente aux urgences sur l'ensemble du territoire. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le saccage de l'hôpital se poursuit !

Ainsi, il faut désormais compter 5h30 entre l'enregistrement et la sortie, et la moitié des patients y restent plus de 3h30... soit 45 minutes de plus qu'en 2013 ! Les autres chiffres intéressants dans ce rapport sont les disparités entre les territoires. Ainsi, dans les pays de la Loire, l'attente d'un quart des patients dépassait... les 6h48 !

Ces chiffres n'ont rien de surprenant ! La casse des moyens dans nos services a des conséquences évidentes sur nos conditions de travail et sur l'accueil de nos patients. Car c'est bien la suppression des moyens, les burn-out, les collègues non remplacés, la systématisation des 12h... qui viennent saccager nos conditions de travail. C'est donc par là qu'il faudra commencer : recruter massivement, augmenter les salaires et rouvrir des lits. Et pour cela pas de raccourci, nous ne pourrions attendre que M. Neuder (qui semble plus préoccupé par ses sorties sur la « fraude sociale »), ou n'importe quel autre ministre, nous les accorde bien gentiment. Il faudra leur arracher, par la mobilisation et par la grève !

## En France, les lits obstétriques continuent de fermer... alors que la mortalité infantile est à plus de 3 % !

Des chiffres venus qui semblent devenus d'un autre temps... et qui sont pourtant le pur produit d'une logique capitaliste de rentabilité de la santé... y compris celles des bébés ! Ainsi, sur 742 000 naissances en 2021, c'est 2700 enfants qui sont décédés avant leur premier anniversaire, soit un taux de 3,7 %. Résultat : la France qui était classé 3ème en Europe sur le podium des taux de mortalité infantile les plus faibles se retrouve aujourd'hui... 20ème !

Les causes ? Pour commencer bien évidemment les fermetures des maternités. Entre 2013 et 2023, le rythme de fermeture était de 14,3 %. Un rythme inférieur au rythme de baisses des accouchements réalisés (-17,6%), mais qui entraîne un rythme de fermetures des lits obstétriques de 19,3 % ... donc bien supérieur au rythme de baisse des accouchements ! Comme d'habitude des fermetures de moyens pour la santé, et comme d'habitude... les patients et les soignants trinquent !

## Discriminations sexistes et racistes dans l'accès aux soins : fruits pourris d'un système à renverser !

Le dernier rapport publié par la Défenseure des droits est sans appel : l'accès au parcours de soins est un véritable chemin semé d'embûches... en particulier pour les travailleuses et travailleurs qui subissent déjà le plus fortement les discriminations.

Ainsi, selon le rapport, c'est bien l'ensemble des étapes du parcours de soin qui sont concernées par ce phénomène, de la simple prise de rendez-vous à l'accès aux urgences, en touchant principalement les personnes sans domicile fixe, en situation de handicap ou touchant la CSS (Complémentaire Santé Solidaire) ou l'AME (Aide Médicale d'État)... c'est à dire les personnes les plus précaires de notre camp social. Le rapport met également en avant les discriminations systémiques racistes dans l'ensemble de notre profession, notamment le « syndrome méditerranée », c'est à dire le fait de minimiser les symptômes ou douleurs persistantes des patients d'origine africaines, et notamment les femmes. De même, les violences sexistes et sexuelles, remarques sexistes ou violences gynécologiques ou

obstétricales, sont également pointées du doigt dans ce rapport. A l'heure où une grande partie du patronat et du gouvernement ont fait le choix de l'extrême droite pour maintenir leurs profits et leurs postes, à nous de nous mobiliser pour faire reculer ces pratiques immondes, qui divisent notre classe et ne profitent qu'aux fossoyeurs du système de santé et de nos conditions de travail !

## Régulation de l'accès aux urgences de Digne-les Bains et Manosque (Alpes de Haute Provence) : un premier embryon de mobilisation pour dénoncer la casse des urgences !

Nous en parlions dans notre bulletin précédent, le GHT (Groupement Hospitalier de territoire) a annoncé la régulation des services d'urgences de Digne-les-Bains et Manosque à compter du 1er Mai... et jusqu'au 31 Juillet !

Une mesure dramatique mais dont les origines sont hélas bien connues et régulières dans nos services : le manque criant de personnel dans ces unités.

Ainsi, à Digne-les-Bains, il y a moins de 16 équivalent-temps-plein (ETP), alors qu'il en faudrait 18,5 pour maintenir le service ouvert en permanence. A Manosque, la situation est encore plus ubuesque : il n'y a plus que 9,53 ETP... pour 15,8 nécessaires !

Une première mobilisation, à l'initiative du syndicat Force Ouvrière, a lieu le 13 Mai dernier devant l'ARS, et regroupant une trentaine de personnes. D'autres rassemblement sont prévus tout au long du mois de mai et de juin.

Ces embryons de mobilisation doivent marquer le début d'une lutte d'ensemble de tous les travailleurs de la santé et des usagers, pour pouvoir poser sur la table de vraies solutions pour le secteur : embauches massives, investissements dans les infrastructures, hausse des salaires... Des solutions faciles à financer, car il suffirait de piocher dans les profits records du patronat pour permettre à nos collègues et leurs patients d'accéder à des conditions de travail et de soins décentes.

Pas sûr cependant que ce soit la priorité de Yannick Neuder... A nous de lui mettre la pression !

## 12 juin : tous au procès des 5 de La Poste pour exiger la relaxe !

Gaël, Yann, Brahim, Mohammed et Dalila, syndicalistes à La Poste dans les Hauts-de-Seine, passeront en procès le 12 juin. Pour s'être rendus au siège de leur entreprise durant une grève contre la précarité en 2014, ils sont accusés de « violation de domicile » et risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende... La Poste ne supporte notamment pas que Gaël et Yann, malgré leur licenciement, maintiennent une activité en direction des postiers. En tentant de les faire condamner, elle s'attaque aussi à tou.te.s les salarié.e.s qui, à l'occasion d'une mobilisation, peuvent être amenés à venir demander des comptes à leur direction. C'est pourquoi nous organisons la solidarité avec eux et elles en exigeant la relaxe et en organisant un trajet en bus pour aller et revenir du procès le 12 juin depuis Grenoble. Contactez-nous pour avoir ta place !

**12 Juin : Exigeons la relaxe pour les 5 de la Poste : Aller retour en bus depuis Grenoble**

**3 Juin : Projection de soutien à Grenoble, lieu et heure sur nos réseaux sociaux**



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com